Et 51 islamo-collabos ! Gaullistes contre Génération Identitaire et Troussel pour défendre le 9-3

écrit par Christine Tasin | 25 octobre 2018

D'un côté Stéphane Troussel, socialaud, Président départemental de la Seine-Saint-Denis, qui s'enflamme contre les auteurs d'Inch Allah, trouvant qu'ils stigmatisent son département chéri et qui renvoie carrément dos-dos islam et christianisme !

http://www.fdesouche.com/1093243-il-y-a-aussi-des-derives-religieuses-chretiennes-en-seine-saint-denis-selon-le-president-du-conseil-departemental

De l'autre 50 tordus qui s'en prennent à Génération Identitaire :

Croyez-vous qu'ils se seraient émus du nombre d'égorgés et de poignardés parmi les nôtres cet été ? Que nenni.

Croyez-vous qu'ils se seraient émus de l'abandon de la cérémonie militaire du 11 novembre ? Que nenni

Croyez-vous qu'ils se seraient révoltés devant l'arrivée

massive et coûteuse de « Mineurs isolés clandestins » ? Que nenni

Croyez-vous qu'ils aient dénoncé la discrimination dont souffrent nos SDF par rapport aux nouveaux arrivés ? Que nenni

Croyez-vous qu'ils se soient mobilisés contre le désordre, les manipulations, la casse dont les pro-migrants se rendent responsables régulièrement ? Que nenni.

Non, il y avait bien plus grave, les quelques actions coup-de-poing de Génération identitaire, absolument inacceptables, Mâême Michu…

Et les initiateurs osent s'appeler « jeunes gaullistes »… quand Génération Identitaire, comme De Gaulle, défend nos frontières, notre nation et notre Constitution.

Et ces jeunes cons de renvoyer dos-à-dos les squatteurs d'appartements appartenant à autrui, ceux qui occupent les universités pendant des jours, qui empêchent les étudiants désireux d'aller en cours ou passer leurs examens avec les jeunes de Génération Identitaire qui ont occupé quelques minutes un local ou se sont postés à la frontière pour demander aux clandestins de faire demi-tour.

C'est ce que l'on appelle, chez les jeunes gaullistes, le sens de la mesure, de la justice, et de l'égalité de traitement.

Voici donc 51 noms de plus à ajouter à la liste déjà fort longue des traîtres à la nation, qui devront rendre compte de leurs actes.

Migrants : 50 responsables de droite dénoncent les agissements de Génération identitaire

A l'initiative des jeunes gaullistes, des cadres LR réagissent face aux récentes opérations menées par la mouvance

identitaire.

Le 5 octobre dernier, 22 militants de la mouvance d'extrême droite Génération identitaire étaient interpellés après avoir fait irruption au siège de l'ONG SOS Méditerranée à Marseille. L'association, auteure de nombreux sauvetages de migrants en mer Méditerranée à bord du navire Aquarius, était alors accusée de « complicité de trafic d'êtres humains » par le groupe identitaire.

Deux semaines plus tard, 56 personnalités de droite et d'extrême droite (dont Thierry Mariani, Louis Aliot ou Charles Millon) ont publié une tribune sur le site de « Valeurs actuelles » pour demander l'abandon des poursuites contre les militants, mis en examen pour « violences en réunion », « séquestration », « participation à un groupement en vue de commettre des violences » et « enregistrement et diffusion d'images violentes ».

Dans une tribune que publie « l'Obs » ce mercredi 24 octobre, initiée par le mouvement des jeunes gaullistes Union des jeunes pour le progrès, 50 responsables de droite et du centre leur répliquent pour dénoncer ces agissements.

Des militants Génération identitaire envahissent le siège de SOS Méditerranée

« Non, les identitaires n'ont pas tous les droits »

« Le sociologue Max Weber écrivait que la principale particularité de l'Etat consistait en ce que ce dernier doit théoriquement détenir le monopole de la violence légitime, notamment au travers des fonctions régaliennes. Ce monopole en fait en principe le seul acteur à pouvoir assurer l'ordre et rendre la justice dans notre société.

Pourtant, depuis un certain temps, force est de constater que ce principe tend à être mis à mal par des groupuscules qui semblent vouloir faire régner par la force leur propre justice

au détriment de celle de l'Etat. Le mouvement Génération identitaire avait ainsi déjà fait fortement réagir dans les médias suite au lancement de son opération 'Defend Europe' dans les Alpes, au cours de laquelle il s'était mis à se comporter comme une véritable police privée en repoussant des migrants à la frontière franco-italienne. Voici que les militants de ce groupuscule identitaire ont récidivé, cette fois-ci en occupant par la force les locaux de l'ONG SOS Méditerranée.

Entendons-nous bien. Il est tout à fait concevable de penser que notre pays n'a pas les capacités d'accueillir autant d'immigration. Il est tout aussi concevable de militer en faveur de politiques prônant des contrôles plus stricts aux frontières. Après tout, nous sommes en démocratie, chacun est libre de ses convictions, tant sur le sujet des migrants que sur n'importe quel autre. Mais est-il concevable, sur le fondement de ces convictions, de menacer la sécurité des biens et des personnes en menant une opération coup de poing illégale ?

Génération identitaire a le droit de s'exprimer. Mais ses actions vont au-delà de la simple liberté d'expression.

Les jeunes gaullistes et les cadres de droite et du centre que nous sommes et qui signons cette tribune ne pouvons valablement accepter que de tels groupuscules, au motif de défendre des idées qui leur paraissent justes, puissent accomplir de tels actes.

Défendre son pays, aimer sa civilisation, se battre pour ses idées, c'est tout le contraire de vouloir intimider les autres par « la violence et la séquestration », principaux chefs d'accusation de la mise en examen de cette organisation. Génération identitaire ne vaudrait alors pas mieux que les No Borders : mêmes méthodes, même volonté d'impunité !

Les agissements de Génération identitaire s'inscrivent en

effet dans la même logique que les groupements d'extrême gauche qui tentent d'imposer leur loi au détriment de l'ordre public et de la liberté, tels que les syndicats qui occupent les universités, les squatteurs qui prétendent 'réquisitionner' les logements vides ou encore les ayatollahs de l'écologie punitive qui arrachent les plants OGM pourtant réglementaires et qui se nomment aimablement eux-mêmes 'faucheurs volontaires', mais détruisent la propriété publique (INRA) ou privée (agriculteurs).

L'héritage de la démocratie chrétienne et du gaullisme, sont les ferments d'un certain 'combat pour l'Homme', disait le général de Gaulle. Si nous ne devons pas nous mettre des ornières sur ces problématiques criantes liées à l'immigration de masse, il est vital de respecter la dignité de la personne humaine.

Une tribune cosignée par 56 personnalités a récemment pris la défense de Génération identitaire. Nous dénonçons cette attitude qui voudrait légitimer l'inadmissible dans une démocratie comme la nôtre. Non, être de droite ne signifie pas qu'il faille cautionner ce que font les militants identitaires, être de droite signifie porter un projet de sauvegarde de notre civilisation et de grandeur nationale dans le respect des institutions et, surtout, dans le respect de l'autre.

Mais, s'il est nécessaire de traiter les conséquences, nous rappelons également qu'il est plus qu'urgent de s'attaquer aux causes –principalement le sentiment, qu'éprouvent de plus en plus de nos concitoyens, que les pouvoirs publics les ont abandonnés et ne sont plus capables de les protéger correctement.

Si l'Etat ne remplit plus ses missions régaliennes et n'intervient plus en tant que gardien de l'ordre public, il ne faut pas s'étonner que d'autres veuillent prendre sa place. 'La nature a horreur du vide', dit-on habituellement. »

Tribune écrite par : **Ferréol Delmas**, *président de l'UJP et secrétaire général des Républicains-Sorbonne* et **Romain Naudin**, *secrétaire général de l'UJP et vice-président des Républicains d'Assas* ;

Et cosignée par : **Jean Leonetti**, *ancien ministre, maire d'Antibes-Juan-Les-Pins et premier vice-président des Républicains ;* **Dominique Reynié**, *professeur des universités à Sciences Po et directeur général de la Fondation pour l'innovation politique* ; **Florence Portelli**, *maire de Taverny et vice-présidente du groupe Les Républicains au Conseil régional d'Ile-de-France* ; **Philippe Juvin**, *député européen, maire de La Garenne-Colombes et ancien président de l'UJP ;* **Robin Reda** *député de l'Essonne*, **Ian Boucard**, d*éputé du Territoire-de-Belfort ;* **Florence Berthout**, *maire du 5e arrondissement de Paris et présidente du groupe LR et Indépendants du Conseil de Paris ;* **Geoffroy Boulard**, *maire du 17e arrondissement de Paris ;* **Pierre Liscia**, *élu sans étiquette du 18e arrondissement de Paris* ; **Jean-Jacques Giannesini**, *conseiller de Paris* ; **Jean-Pierre Razafy-Andriamihaingo**, *avocat horaire au Barreau de Paris, ancien ambassadeur de Madagascar ;* **Jean-Baptiste de Froment**, *conseiller de Paris et premier vice-président du groupe LR et Indépendants au Conseil de Paris ;* **Valérie Bros**, *adjointe au maire du 16e arrondissement de Paris ;* **Geoffrey Carvalhinho**, *élu municipal de Pantin et ancien secrétaire général des Jeunes Républicains ;* **Stéphane Tiki**, *ancien président des Jeunes Républicains et entrepreneur ;* **Romain Millard,** *conseiller municipal délégué à Villebon-sur-Yvette ;* **Louis Soris,** *responsable départemental des Jeunes Républicains de Paris ;* **Aubry Le Bouar**, *responsable départemental adjoint des Jeunes Républicains de Paris* ; **Laurent Barthe**, *conseiller national Les Républicains* ; **Charles Morin**, *président des Républicains d'Assas* ; **François Manné-Criqui**, *vice-président des Républicains d'Assas et responsable de l'UNI Assas* ; **Adrien Renaudin**, *vice-président des Républicains d'Assas* ; **Valentin Lagarde**, *délégué de circonscription et conseiller*

national LR de la Marne ; **Brandon Schwarz**, *responsable départemental des Jeunes Républicains du Loiret et délégué de circonscription LR du Loiret ;* **Théo Thomas**, *conseiller national LR et ancien responsable départemental adjoint des Jeunes Républicains du Morbihan* ; **Léoli Matobo**, *responsable des Lycéens Républicains du Val-de-Marne et responsable des Lycéens avec Wauquiez* ; **Matthieu Scherrer**, *responsable départemental des Jeunes Républicains du Territoire-de-Belfort et conseiller national LR* ; **Verlaine Torres**, *responsable départementale adjointe des Jeunes Républicains de Paris* ; **Valentin Dreumont**, *responsable départemental adjoint des Jeunes Républicains de Paris* ; **Alexandre Freu**, *président des Républicains Sciences Po ;* **Quentin Pasbeau**, *secrétaire général de « Jeunes de retour »* ; **Victor Chomard**, *collaborateur parlementaire* ; **Maxime Renault**, *conseiller régional des Jeunes d'Ile-de-France* ; **Lucas Laffite**, *responsable départemental adjoint des Jeunes Républicains des Pyrénées-Orientales et responsable de l'UNI des Pyrénées-Orientales* ; **Charles Bosselut**, *ancien coresponsable des Lycéens Républicains de Paris* ; **Louis Bontemps**, *responsable départemental des Jeunes Républicains du Lot ;* **Martin Nicol**, *ancien membre du bureau des Républicains d'Assas ;* **Guilad Silver**, *ancien responsable des Jeunes Républicains de la 12e circonscription de Paris ;* **Adrien Perrier**, *membre de Force républicaine* ; **Cédric Rivet-Sow**, *ancien président des Jeunes avec Fillon ;* **Jéromine Da Prat**, *présidente du Campus des idées et coresponsable des Républicains-Sciences Po Bordeaux* ; **Florian Caudron**, *secrétaire général du Campus des Idées* ; **Antoine Poméon**, *responsable départemental adjoint des Jeunes Républicains de la Loire et conseiller national LR ;* **Flora Sabbagh**, *responsable départementale des Jeunes Républicains des Yvelines ;* **Nicolas Dupiech**, *référent des Jeunes Républicains de la 9e circonscription du Val-d'Oise ;* **Alexandre Arnould**, *délégué de circonscription LR à Paris ;* **Pierre Menuet**, *étudiant et conseiller régional des Jeunes d'Ile-de-France ;* **Valentin Rouffiac**, *conseiller régional des Jeunes d'Ile-de-France.*

https://www.nouvelobs.com/monde/migrants/20181024.OBS4388/migrants-50-responsables-de-droite-denoncent-les-agissements-de-generation-identitaire.html